



Marché de services

**EXTRAIT DU STATUT CONSOLIDE AU 23 MAI 2019 DU PERSONNEL ADMINISTRATIF DES
CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE**

Marché n°2025-654

Sélection d'un organisme assureur pour la couverture prévoyance des personnels des CCI

Article 52

Régime de prévoyance complémentaire et de remboursement des frais de santé Régime de retraite complémentaire

Régime de retraite supplémentaire ouvert jusqu'au 30 juin 1996

Portabilité des droits en matière de prévoyance et d'assurance maladie complémentaires

Modifié par la CPN du 17 décembre 2001

Modifié par la CPN du 28 mars 2012

Modifié par la CPN du 23 octobre 2012

Modifié par la CPN du 4 décembre 2012

Les régimes de prévoyance complémentaire et de remboursement des frais de santé figurent respectivement aux Chapitres I et II de l'annexe 1 du présent article.

Le régime de retraite complémentaire des agents de droit public des Compagnies Consulaires figure en annexe 2 du présent article.

Le régime de retraite supplémentaire des agents de droit public des Compagnies Consulaires ouvert jusqu'au 30 juin 1996 figure en annexe 3 du présent article. La gestion de ce régime est confiée à l'IGRS CNRCC.

Le bénéfice du dispositif de portabilité des droits en matière de prévoyance complémentaire et de remboursement des frais de santé, tel qu'instauré par l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2008, est applicable aux agents publics des Compagnies Consulaires pour une durée maximale de neuf mois. Le financement du maintien des garanties susvisées est assuré conjointement par l'ancien employeur et l'ancien agent dans les proportions applicables aux agents des Compagnies Consulaires fixées à l'annexe 1 du présent article.

L'Annexe 1 fait échec aux dispositions de l'Accord du 10 juin 2008 (sur la transformation de la CNRCC en une institution de gestion de retraite supplémentaire) et de ses annexes relatives à la garantie décès prévue par l'Annexe à l'article 52 du présent Statut, telle qu'en vigueur avant le 1er janvier 2013. »

Annexe 1 à l'article 52

Régimes de prévoyance complémentaire et de remboursement des frais de santé

Régime de retraite complémentaire

Régime de retraite supplémentaire ouvert jusqu'au 30 juin 1996

Portabilité des droits en matière de prévoyance et d'assurance maladie complémentaires

Modifié par la CPN du 17 décembre 2001

Modifié par la CPN du 28 mars 2012

Modifié par la CPN du 23 octobre 2012

Modifié par la CPN du 4 décembre 2012

Modifié par la CPN du 17 octobre 2017

Les régimes de prévoyance complémentaire et de remboursement des frais de santé figurent respectivement aux Chapitres I et II de l'annexe 1 du présent article.

Le régime de retraite complémentaire des agents de droit public des Compagnies Consulaires figure en annexe 2 du présent article.

Le régime de retraite supplémentaire des agents de droit public des Compagnies Consulaires ouvert jusqu'au 30 juin 1996 figure en annexe 3 du présent article. La gestion de ce régime est confiée à l'IGRS CNRCC.

Le bénéfice du dispositif de portabilité des droits en matière de prévoyance complémentaire et de remboursement de frais de santé, tel que défini à l'article L.911-8 du code de la sécurité sociale, par application volontaire, est applicable aux agents des CCI selon les modalités prévues aux chapitres 1 pour la Prévoyance et 2 pour les Frais de Santé de l'annexe 1 à l'article 52 du Statut. L'Annexe 1 fait échec aux dispositions de l'Accord du 10 juin 2008 (sur la transformation de la CNRCC en une institution de gestion de retraite supplémentaire) et de ses annexes relatives à la garantie décès prévue par l'Annexe à l'article 52 du présent Statut, telle qu'en vigueur avant le 1er janvier 2013.

S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 23 juillet 2010 instituant la réforme du réseau consulaire, les partenaires sociaux, réunis au sein de la Commission Paritaire Nationale, ont jugé important de permettre à l'ensemble des collaborateurs de bénéficier d'un dispositif national de prévoyance complémentaire et de remboursement complémentaire des frais de santé au 1er janvier 2013, date de rattachement des personnels aux Chambres de commerce et d'industrie de Région.

Il est rappelé qu'à ce titre, et entre autres, CCI France définit et suit la mise en œuvre de la politique générale du réseau en matière de gestion des personnels des chambres. La Commission Paritaire Nationale négocie et signe les accords nationaux en matière sociale applicables aux personnels des chambres, qui sont soumis à un agrément dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat s'ils ont un impact sur les rémunérations.

CCI FRANCE peut également passer, pour son propre compte ou pour celui de tout ou partie des chambres du réseau, des marchés ou des accords-cadres. Elle peut assurer la fonction de centrale d'achats au sens des dispositions de la commande publique telles que prévues par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour le compte de tout ou partie des Chambres de région, des Chambres territoriales et départementales d'Ile de France.

Les principaux enjeux et objectifs poursuivis par CCI FRANCE et par l'ensemble des Chambres de Commerce et d'Industrie de région, employeurs des agents publics à compter du 1er janvier 2013 (à l'exception de ceux employés au sein des services industriels et commerciaux gérés par les Chambres de Commerce et d'Industrie territoriales), et par les organisations syndicales et les représentants du personnel, liés à la mise en place de ce dispositif, sont de trois ordres :

- un cadre de protection sociale harmonisé, équitable et responsable, pour les collaborateurs de CCI FRANCE et des CCI de Région, favorisant leur mobilité ;

- des prestations et des garanties de qualité adaptées aux besoins et caractéristiques de la population consulaire et de ses ayant droits, au plus près de la situation familiale des collaborateurs ;
- des régimes équilibrés nationaux permettant d'assurer, dans le temps, leur maîtrise et leur optimisation tant sur les plans qualitatif qu'économique.

A cet effet, la Commission Paritaire Nationale du 4 décembre 2012 a institué un comité de suivi dédié pour assurer le contrôle, l'analyse et le suivi des comptes, ainsi que la gestion de ces régimes.

Ce comité est composé de trois membres par organisation syndicale représentative siégeant en Commission Paritaire Nationale et d'un nombre de membres de la délégation des Présidents qui ne peut être supérieur à l'ensemble des membres désignés par les organisations syndicales.

Le cas échéant, les votes ont lieu par délégation, chaque délégation comptant une voix.

Le comité de suivi adopte un règlement de fonctionnement prévoyant notamment ses modalités de composition et de convocation.

L'équilibre financier de chaque régime est étudié chaque année par le comité de suivi en fonction du rapport présenté par l'assureur concerné et des indicateurs définis par le comité de suivi en lien avec le titulaire du contrat.

Par ailleurs, en cas de modification substantielle de la législation ou la réglementation de remboursement de la Sécurité sociale susceptible de remettre en cause de façon importante l'équilibre financier des régimes ou en cas d'impact financier sur les régimes, quelle qu'en soit la cause, le comité de suivi se réunit à titre exceptionnel pour en examiner les conséquences et proposer les évolutions nécessaires à la Commission Paritaire Nationale

Toute modification du niveau des garanties ou de la nature des prestations ne peut intervenir que dans le cadre d'une révision du tableau de garanties au régime de prévoyance complémentaire et du tableau de garanties du régime frais de santé, tels que définis par le contrat conclu entre CCI France et le prestataire, assureur du régime en cause.

Par ailleurs, les agents des CCI Employeurs siégeant au sein des organes de gouvernance, lorsque de telles instances existent, seront convoqués en tant que de besoin pour y participer.

Les accords adoptés par la Commission Paritaire Nationale le 4 décembre 2012 et modifié en CPN le 17 octobre 2017 et le 19 juin 2018, mettent respectivement en place :

- le régime national de prévoyance complémentaire portant sur la couverture assurance des risques décès (capital décès / PTIA, allocation d'obsèques, rente d'éducation, rente de conjoint), incapacité temporaire totale de travail (ITT), incapacité temporaire professionnelle, invalidité et incapacité permanente professionnelle ;
- et le régime national de remboursement complémentaire des frais de santé.

**Chapitre 1er : ACCORD RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UN REGIME DE PREVOYANCE COMPLEMENTAIRE
(DECES - INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL – INVALIDITE – INFIRMITE A CARACTERE COLLECTIF ET A
ADHESION OBLIGATOIRE DANS LES COMPAGNIES CONSULAIRES)**

Adopté en Commission Paritaire Nationale le 4 décembre 2012

Modifié par la CPN du 22 septembre 2014

Modifié par la CPN du 17 octobre 2017

PREAMBULE

La Commission Paritaire Nationale, adopte ce qui suit en application de l'article L. 911-1 du Code de la sécurité sociale.

Article 1 : Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de définir les conditions d'une couverture collective à adhésion obligatoire de prévoyance complémentaire Décès - Incapacité temporaire de travail – Incapacité temporaire professionnelle – Invalidité- Incapacité permanente professionnelle dans le réseau consulaire au profit des personnels visés aux articles 2 et 3 du présent accord.

Cette couverture permet, conformément au contrat cadre, souscrit CCI FRANCE, pour le compte du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie, de faire bénéficier ces personnels de garanties Décès - Incapacité temporaire de travail – Incapacité temporaire professionnelle – Invalidité- Incapacité permanente professionnelle.

Article 2 : Champ d'application de l'accord Prévoyance complémentaire

Sont visés tous les agents bénéficiaires définis à l'article 3 du présent accord et employés par CCI FRANCE et les Chambres de Commerce et d'Industrie de Région, ci-après dénommées « CCI Employeur ».

Article 3 : Populations bénéficiaires

Sont et seront affiliés obligatoirement au régime, à compter du 1er janvier 2018, sans distinction de catégorie socioprofessionnelle, les personnels agents de droit public et de droit privé des CCI Employeurs visées à l'article 2 ci-dessus, présents et à venir suivants ci-après mentionnés, sans condition d'ancienneté.

Aucun agent visé par le présent article ne pourra se prévaloir d'une dispense d'affiliation au titre de régime national de prévoyance complémentaire des CCI employeurs.

Article 3-1 : Les personnels actifs agents publics

Sont et seront donc affiliés :

- Les collaborateurs permanents, quel que soit leur temps de travail (temps plein / temps partiel) :
 - les collaborateurs titulaires ;
 - les collaborateurs en stage probatoire ;
 - les collaborateurs permanents hors Statut.
- Les collaborateurs non permanents, quel que soit leur temps de travail (temps plein / temps partiel), à savoir :
 - les collaborateurs relevant du Titre IV du Statut du personnel administratif des Compagnies Consulaires ;
 - les collaborateurs hors Statut

Article 3-2 : Les personnels employés dans des conditions de droit privé

Sont également visés comme bénéficiaires des garanties, au titre du présent accord, les collaborateurs employés dans les conditions du droit privé, notamment ceux bénéficiaires de contrat aidé ou de contrat d'apprentissage employés par les CCI employeurs visées à l'article 2.

Article 3-3 : Les personnels exclus : les personnels relevant du Titre IV bis du Statut du personnel administratif des Compagnies Consulaires

Les vacataires, tels que définis par le Titre IV bis du présent Statut ne sont pas couverts par le présent accord en leur qualité de catégorie objective au sens du décret n°2012-25 du 9 janvier 2012, tel que modifié en dernier lieu par le décret n°2014-786 du 8 juillet 2014.

En effet, la spécificité des interventions des vacataires (interventions occasionnelles principalement à des fins d'enseignement) liée à la particularité de leur statut, ainsi que l'organisation spécifique de leurs interventions (interventions ponctuelles, exclusivement circonscrites à la réalisation de tâches précisément définies et non durables) et l'absence de mensualisation de leur rémunération (rémunération pour chaque vacation, c'est-à-dire par intervention) sont de nature à justifier une différence de traitement opérée avec les autres agents des CCI employeurs. (Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale de Paris 20 mai 2016).

Article 4 : Garanties de prévoyance complémentaire décès - Incapacité temporaire de travail – Invalidité – Infirmité

Le niveau des garanties et leurs modalités de mise en œuvre sont décrits dans le contrat cadre souscrit par CCI France pour le compte du réseau des CCI de France.

La garantie proposée comporte un choix entre quatre options de couverture

Une option regroupe un ensemble prédéfini de garanties exprimées à des niveaux déterminés. Chaque agent choisit obligatoirement une option parmi celles proposées, et exprime son choix lors de son affiliation. Toutefois, chaque agent aura la possibilité de changer d'option à tout moment par demande écrite à l'organisme assureur. En outre, une clause de sauvegarde permettra de prévoir les cas où l'agent aurait opté pour une option avec une rente éducation ou avec une rente de conjoint et qu'il décède sans laisser d'enfant à charge ou de conjoint.

Ainsi, le régime de prévoyance obligatoire couvre les garanties ci-dessous, en fonction de l'option choisie par l'agent :

- Garanties en cas de **décès** (capital versé en cas de décès du personnel couvert ou PTIA – double effet – allocation d'obsèques versée en cas de décès du personnel couvert, de son conjoint ou de son enfant à charge – rente d'éducation – rente de conjoint temporaire et viagère) ;
- Garantie **Incapacité Temporaire de Travail (ITT)**, en relais et/ou complément des Indemnités Journalières de la Sécurité sociale (IJSS nettes) et du maintien de salaire versé par les CCI employeurs (y compris en cas d'ALD). Cette garantie vise à apporter, en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou un accident pris en charge au titre de la législation sur l'assurance maladie (art. L.323-1 et s. du CSS), une prestation servie en relais et/ou complément des Indemnités Journalières nettes de la Sécurité sociale (IJSS) et du maintien de rémunération versé par les Chambres Consulaires tel que visé au Chapitre V du Statut du personnel administratif des Compagnies Consulaires. Les prestations sont versées à l'expiration d'une période de franchise fixe de 90 jours continus d'arrêt de travail ;
- Garantie **Incapacité Temporaire Professionnelle (ITP)**, en relais et/ou complément des Indemnités Journalières de la Sécurité sociale (IJSS nettes) et du maintien de salaire versé par les CCI employeurs. Cette

garantie vise à apporter, en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou un accident pris en charge au titre de la législation sur l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles (art. L.433-1 et s. du CSS), une prestation servie en relais et/ou complément des Indemnités Journalières nettes de la Sécurité sociale (IJSS) et du maintien de salaire versé par les CCI employeurs. Les prestations sont versées à l'expiration d'une période de franchise fixe de 90 jours continus d'arrêt de travail ;

- Garantie **pension d'invalidité (hors AT/MP) de 1ère, 2ème ou 3ème catégorie (vie privée)**, en complément de la pension brutes d'invalidité versée par la Sécurité sociale. Cette garantie vise à apporter, en cas de mise en invalidité, une prestation en complément de la pension brute d'invalidité de 1ère, 2e ou 3e catégorie versée par le régime général de la Sécurité sociale (art. L. 341-1 et s. du CSS). ;
- Garantie **rente d'Incapacité Permanente Professionnelle en cas d'AT/MP (IPP)** en complément de la rente brute d'incapacité permanente professionnelle versée par la Sécurité sociale. La prestation susceptible d'être servie pour une incapacité permanente professionnelle est une rente mensuelle versée en complément de la rente brute versée par la Sécurité sociale, au titre de la législation sur l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles (art. L.434-1 et s. du CSS).

Les niveaux des prestations des garanties décrites ci-dessus sont fixés au tableau de garanties annexé au contrat cadre visé au présent article.

Les garanties, selon les postes, sont exprimées en pourcentage du salaire brut annuel plafonné à la tranche B ou du Plafond Mensuel de Sécurité Sociale (PMSS).

Outre les garanties ci-dessus, le régime national de prévoyance complémentaire peut proposer aux collaborateurs un dispositif de prévention, de services et d'action sociale.

Article 5 : Assiette, taux, répartition des cotisations

Le taux de la cotisation individuelle est indépendant de l'option choisie, les quatre options étant équivalentes.

Les cotisations individuelles relatives aux garanties visées à l'article 4 sont assises sur la rémunération brute de l'agent, et sont exprimées sous forme d'un pourcentage de la rémunération brute mensuelle totale soumise à cotisations de Sécurité sociale, répartie selon les tranches de rémunération, plafonnée à la tranche B.

La rémunération servant d'assiette de calcul des cotisations est fixée dans la limite des tranches A et B déterminées de la façon suivante :

- Tranche A (TA) = rémunération comprise entre 0 et 1 fois le plafond de la Sécurité Sociale.
- Tranche B (TB) : rémunération comprise entre 1 fois et 4 fois le plafond de Sécurité Sociale.

Les collaborateurs visés aux articles 2 et 3 du présent accord adhèrent obligatoirement au régime national de prévoyance complémentaire. Cette obligation résulte de la signature du présent accord par les organisations syndicales représentées en CPN et de CCI France.

Les collaborateurs concernés ne peuvent s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisations, précompte expressément mentionné sur leur bulletin de salaire.

Les contributions de la CCI employeur sont fixées à un taux uniforme pour l'ensemble des agents.

La CCI employeur finance la cotisation d'assurance prévoyance collective à hauteur de 100% du taux assis sur la Tranche A.

Les agents financent la cotisation d'assurance prévoyance collective à hauteur de 100% du taux assis sur la Tranche B.

En conséquence, le financement des cotisations est assuré selon la répartition suivante :

	Tranche A	Tranche B
Part employeur	100%	-
Part agent	-	100%

Les évolutions futures éventuelles des cotisations, dues notamment à un changement de législation, de réglementation ou à un mauvais rapport sinistres à primes (dégradation des compte de résultats du régime) seront réparties dans les mêmes proportions que la répartition des cotisations déterminée ci-dessus, entre la CCI employeur et les agents.

Toute évolution des cotisations pour quelque motif que ce soit fait l'objet d'une information et de discussions en comité de suivi du contrat national de Prévoyance et d'une information des agents.

Si l'évolution annuelle des taux de cotisations proposés par l'organisme assureur devait excéder, en fonction des résultats du régime, le taux de 5% de l'exercice précédent, CCI France examinerait les adaptations utiles à mettre en œuvre pour ne pas dépasser ce seuil. En conséquence, les dispositions du présent accord pourront faire l'objet de modifications par accord de révision en CPN, après discussions en comité de suivi du présent accord.

Article 6 : Maintien des garanties en cas de suspension de la relation de travail

Le bénéfice du régime national de prévoyance complémentaire et de la contribution patronale (calculée selon les règles définies à l'article 5 ci-dessus) est maintenu au profit des collaborateurs dont la relation de travail est suspendue, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période :

- d'un maintien de salaire, total ou partiel ;
- ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur ;
- ou d'une pension d'invalidité ou d'une rente d'incapacité ou d'indemnités journalières de la Sécurité sociale ;
- ou d'un congé maternité ou paternité ou d'adoption.

Le bénéfice de la garantie Décès peut être maintenu, à leur demande, au profit des collaborateurs dont la relation de travail est suspendue pour des raisons autres que médicales et ne donnant pas lieu à maintien, total ou partiel, de la rémunération par la Compagnie Consulaire. Dans ce cas, la contribution au financement de cette garantie est entièrement à leur charge.

Article 7 : Rupture de la relation de travail

Le bénéfice du dispositif de portabilité des droits en matière de prévoyance complémentaire, tel qu'instauré par l'article L 911-8 du code de la sécurité sociale, est applicable aux collaborateurs des CCI employeurs visés aux articles 2 et 3 du présent accord pour une durée maximale de douze mois.

Les collaborateurs des CCI employeurs couverts collectivement par le régime de prévoyance complémentaire visé au présent chapitre, bénéficient du maintien à titre gratuit des garanties de ces régimes en cas de cessations de fonctions ouvrant droit à la prise en charge par le régime d'assurance chômage dans les conditions suivantes :

- Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation des fonctions pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée des fonctions ou du dernier engagement (ou le cas échéant des derniers engagements lorsqu'ils ont été consécutifs) au sein du réseau des CCI de France. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder douze mois ;
- Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursement complémentaires aient été ouverts au sein des CCI employeurs ;

- Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien collaborateur concerné à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;
- L'ancien agent concerné justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article.

Les CCI employeurs se chargeront de signaler le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informeront l'organisme assureur de la fin de l'engagement.

Le financement du maintien des garanties susvisées est assuré par mutualisation. Aucune contrepartie de cotisation ne seront donc demandé à l'ancien collaborateur bénéficiant du maintien temporaire des garanties au titre de la portabilité.

Article 8 : Changement d'organisme assureur– reprise des en cours – maintien des garanties et revalorisation

En cas de changement d'organisme assureur, conformément à l'article L.912-3 du Code de la sécurité sociale (par application volontaire) :

- Le maintien de la garantie décès au profit des bénéficiaires de rentes d'incapacité de travail ou d'invalidité est organisé conformément aux conditions définies dans le contrat cadre.
- La revalorisation des bases de calcul des différentes prestations relatives à la couverture du risque décès sera au moins égale à celle déterminée par le contrat résilié. Cette revalorisation sera organisée par la Commission Paritaire Nationale dans les conditions définies lors du changement d'organisme assureur.
- Les conditions de la poursuite de la revalorisation des rentes d'incapacité de travail ou d'invalidité en cours de service seront organisées par la Commission Paritaire Nationale dans les conditions définies lors du changement d'organisme assureur.

Article 9 : Prise d'effet – Durée – Modification – Dénonciation de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet le 1er janvier 2018.

Il pourra être modifié conformément aux dispositions de l'Annexe 1 à l'article 6 du Statut du personnel administratif des Compagnies Consulaires.

ANNEXE A-ANNEXE A L'ARTICLE 4 RELATIF AU CAS DE DISPENSE AU CARACTERE OBLIGATOIRE DE L'AFFILIATION

Conformément à l'article de l'accord, peuvent, à leur demande, quelle que soit leur date d'embauche, être dispensés d'affiliation au présent régime et à condition de le justifier chaque année, les agents de droit public et de droit privé qui bénéficient par ailleurs et pour les mêmes risques, d'une couverture collective relevant d'un dispositif de prévoyance complémentaire conforme à un de ceux fixés par l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux facultés de dispense d'adhésion à des systèmes de prévoyance collectifs et obligatoires mis en place dans les entreprises :

- dans le cadre d'un dispositif de prévoyance complémentaire remplissant les conditions mentionnées au sixième alinéa de l'article L.242-1 du Code de la sécurité sociale ;
- dans le cadre des dispositions prévues par le décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'Etat et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels ;
- dans le cadre des dispositions prévues par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- dans le cadre des contrats d'assurance de groupe issus de la loi n°94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle.